

## NUMÉRO SPÉCIAL

4 000 entrepreneurs et artisans, venus de toute la France, se sont retrouvés, le 6 octobre, au Palais des congrès de Paris, à l'occasion des 24 heures du Bâtiment, pour débattre de l'avenir de leur entreprise et de leur métier. Le chef de l'État, le ministre et le secrétaire d'État à la Cohésion des territoires ont également fait le déplacement. C'est dire si le sujet est d'importance !

Le bâtiment sort de la crise, la plus longue et la plus violente de son histoire. Mais, cette année, notre activité devrait connaître une croissance supérieure à 4 % et un solde net de près de 15 000 postes (intérim compris).

Bien sûr, cette réalité globale doit toujours être nuancée selon les territoires et les métiers.

Et cette reprise demeure tributaire d'un environnement institutionnel positif, appuyé notamment sur le PTZ, le Pinel et le CITE.

Le plan logement prévoit des mesures positives : inversion de la fiscalité immobilière, renforcement de la libération des terrains publics, renforcement de la lutte contre les recours abusifs, purge normative, appui à la maquette numérique..., mais ces mesures structurelles ne sauraient faire oublier le reste, comme la mise en place de l'impôt sur la fortune immobilière (IFI) ou les menaces que le projet de loi de finances pour 2018 fait peser sur le PTZ ou le CITE.

Si chacun peut comprendre que la France doit faire des efforts en matière de dépense budgétaire, faire du logement la pierre angulaire de cette politique apparaît toutefois excessif et surtout contre-productif. L'immobilier n'est pas une économie de rente.



## Construire, une passion éternelle !

Le logement est un secteur qui permet à des millions de Français de se loger et à des centaines de milliers d'autres d'avoir un emploi.

Le secteur est un formidable créateur de richesse pour le pays.

*Le bâtiment, un atout pour la France !*

**84%**  
DES FRANÇAIS  
91% des 25-34 ans



estiment que le bâtiment joue un **RÔLE MOTEUR** DANS L'ÉCONOMIE FRANÇAISE.

**75%**  
DES FRANÇAIS

estiment que le bâtiment offre aux jeunes des possibilités d'INSERTION SUR LE MARCHÉ DU TRAVAIL.



Dans un contexte qui a considérablement évolué, les entreprises sont contraintes d'adapter leur stratégie en permanence pour continuer à dégager de la valeur, maintenir les emplois, intégrer des publics en difficulté, former les jeunes, faire jouer l'ascenseur social, etc.

Car le secteur participe aussi à la cohésion territoriale et au lien social, ne l'oublions pas !

Les Français le reconnaissent d'ailleurs et un sondage exclusif<sup>1</sup>, réalisé par Ipsos pour la FFB, montre leur attachement au bâtiment.

Les entrepreneurs et artisans doivent aussi aujourd'hui modeler leur entreprise pour l'inscrire dans le XXI<sup>e</sup> siècle.

Car le secteur est en pleine mutation technologique : la transition numérique va modifier en profondeur la

**81%**  
DES FRANÇAIS  
déclarent aujourd'hui  
avoir **UNE BONNE**  
IMAGE DU SECTEUR



1. Enquête Ipsos sur l'image du bâtiment réalisée du 8 au 9 septembre auprès de 961 personnes.

façon de concevoir, construire, rénover, mais également les pratiques et l'organisation des entreprises. Ces mutations vont avoir des conséquences importantes sur les com-

pétences et dans ce contexte, les jeunes représentent une fantastique opportunité pour les entreprises de demain.

## Le chef de l'État, invité par la FFB, rassure les entrepreneurs et artisans du bâtiment



De gauche à droite : Max Roche, Maryse De Stefano, Henry Brin, Julien Denormandie, Jacques Chanut, Emmanuel Macron, Patrick Vandromme, Olivier Salleron et Arnel Le Compagnon.

### FACE AUX QUESTIONS DES PROFESSIONNELS, LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE RÉPOND...

#### « Le PTZ sera reconduit au taux de 20 % dans le neuf en zones B2 et C.

Ce que le gouvernement a proposé comme modification, c'est de ne pas tout arrêter brutalement.

C'est d'avoir une stratégie, de mettre le PTZ dans les endroits où il y a besoin de construire beaucoup de neuf et ce sera accompagné par une démarche de simplification de normes. Et ensuite dans les zones rurales et périphériques, de mettre toute l'aide publique sur la rénovation et la réhabilitation.

Je vous entends aujourd'hui, sur le fait que cela pourrait freiner l'activité et donner le sentiment qu'une fracture pouvait s'installer. Et la réconciliation des territoires est à mes yeux quelque chose de très important.

Donc, ce que je demande au gouvernement, c'est de garder la philosophie de l'ensemble de la réforme, mais que sur le PTZ en zones B2 et C, on puisse ouvrir rapidement une concertation avec la profession pour que le taux soit porté à 20 % [taux jusque-là situé à 40 % du montant de l'opération]. [...]

#### Pour le CITE et la rénovation, j'ai souhaité qu'il y ait une sortie en sifflet.

Il n'y aura pas de rupture brutale sur les portes et fenêtres. Mais des abus ont eu lieu et des produits y ont été inscrits par erreur... Nous devons donc recentrer le CITE sur des produits à finalité d'isolation thermique.

Tout comme, pour certaines chaudières au fioul, il ne faut pas arrêter celles respectueuses de l'environnement.

Je souhaite qu'il y ait une discussion avec le secteur et qu'on puisse mettre sur pied quelque chose de plus intelligent, de plus ciblé, pour qu'il y ait une continuité dans l'activité économique. [...]

**Concernant le RSI**, j'ai pris la décision de le supprimer, c'est ce qui sera fait à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018. La gestion des indépendants sera donc adossée au régime général. [...]

**Pour ce qui est de la simplification**, on constate aujourd'hui que plus de 4 000 normes régissent le secteur, que sur les cinq dernières années plus de 2 600 pages de code ont vu le jour. J'ai donc demandé à tous les ministres une pause normative, de ne rédiger aucune norme additionnelle de construction et d'essayer

même d'en supprimer parce que beaucoup d'entre elles ne sont pas atteignables ni respectées. Et elles génèrent un surcoût et des situations parfois ubuesques. Il faut remettre du bon sens. Il faut avancer dans un esprit de pragmatisme.

Je souhaite que l'on ait beaucoup plus une logique de résultat que de moyens. [...]

**Concernant le logement social**, nous ne sommes pas dans une situation satisfaisante, il faut investir massivement et de manière plus durable dans le logement des plus démunis. Nous devons avoir un parc HLM qui investit davantage et qui aide à la mobilité. Par ailleurs, dans ce secteur, il n'y a pas assez de circulation du capital. Je veux qu'on retrouve la sérénité sur ce sujet. Tout ça ne se fera pas dans la brutalité, comme un couperet. [...]

#### La formation, l'apprentissage

Sur les politiques d'apprentissage, de formation continue, de qualification des jeunes, on mettra 15 milliards d'euros sur le quinquennat. C'est une priorité. L'apprentissage est un formidable levier de réussite et d'accès à l'emploi et, à ce titre, il doit être cogéré par les branches. »



## Jacques Chanut encourage les troupes : la FFB a su faire entendre la voix du bâtiment !

« Il y a quatre ans, lors de la précédente édition des 24 heures du Bâtiment, notre secteur traversait une des pires crises de son histoire : plus de 150 000 emplois détruits, des trésoreries à sec, une concurrence exacerbée, et surtout l'impossibilité d'envisager l'avenir avec sérénité. [...]

Dans l'adversité, nous disposons d'un atout considérable : nous sommes une profession puissante, qui pèse près de 6 % du PIB en France, nous sommes une profession solidaire disposant avec le réseau de la FFB d'une force de frappe sans équivalent ! [...]

Le président de la République a su entendre certaines de nos colères.

Sur la pénibilité, tout d'abord, où le pragmatisme l'a enfin emporté sur l'idéologie. Nous avons échappé à ce monstre administratif bien plus dévastateur encore que les 35 heures !

Mais, de façon plus générale, la réforme du Code du travail vient dire aux entrepreneurs, aux artisans : nous vous faisons confiance pour développer vos activités, pour promouvoir l'emploi dans ce pays. Bien sûr, tout n'est pas parfait dans ce texte, mais l'intention générale est favorable à l'entreprise. Et c'est sacrément appréciable !

Notre exaspération à l'égard des fraudes au détachement connaît également un écho puissant dans le pays. Le temps de l'hypocrisie est bel et bien terminé.

Nous avons aussi su faire entendre au chef de l'État notre ras-le-bol face aux contraintes administratives inutiles, comme le projet de prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu,

projet heureusement aujourd'hui suspendu.

Nous avons su faire entendre notre écoeurlement face aux dysfonctionnements à répétition du RSI.

Nous avons su convaincre de l'excès des taxations sur les entreprises : la baisse annoncée de l'impôt sur les sociétés est un premier pas qui doit pouvoir nous redonner un peu d'air.

Dès le début de la crise, la FFB s'est battue pour obtenir des mesures de soutien

à l'activité : le dispositif Pinel, le prêt à taux zéro renforcé, le crédit d'impôt pour la transition énergétique ont permis de faire redémarrer la machine.

Aujourd'hui, nous avons une activité en croissance de 4 % et des raisons de croire, enfin, à nouveau en l'avenir.

C'est la raison pour laquelle j'ai tenu à ces échanges, lors de ces 24 heures du Bâtiment, avec le président de la République, mais aussi avec les ministres chargés de notre secteur. J'ai tenu à leur faire part de nos doutes, de nos craintes, de notre sentiment parfois d'être mal-aimés.

Je pense pouvoir dire aujourd'hui que le président de la République nous a entendus. Les dispositifs de soutien à l'activité, le Pinel, le PTZ, le CITE seront préservés. L'essentiel est sauf !

Nos interlocuteurs politiques ont bien saisi un enjeu majeur : celui de l'activité dans nos territoires ruraux. Déposséder ces territoires



des dispositifs de soutien aurait contribué, à coup sûr, à aggraver cette fracture territoriale, dénoncée depuis des années par la FFB. Tout en restant très attentif à la suite des débats parlementaires, je veux dire notre satisfaction d'avoir été écoutés et entendus sur ce point particulier.

Nous devons nous montrer réactifs aux mutations au monde qui nous entoure, être en mesure de répondre aux nouvelles attentes des clients, aux nouveaux modes de production, aux nouvelles exigences de qualification. Elles ne doivent pas nous faire peur, car elles représentent aussi de formidables opportunités.

[...] Nous devons être fiers de ce que nous sommes, de ce que nous apportons au pays, de ce que nous transmettons à des générations de Français.

Nous ne sommes pas n'importe qui : nous sommes des combattants !

Nous sommes audacieux et volontaires ! Nous sommes de l'étoffe des bâtisseurs !

Aujourd'hui plus forts, plus unis que jamais, notre passion de construire est éternelle ! »

« Sur les dispositifs Pinel et PTZ, rappelons que les dispositions légales prévoyaient que cela allait s'arrêter au 31 décembre 2017.

Des évolutions ont permis d'arriver à ce que le président de la République prenne en compte la nécessité de poursuivre l'activité de construction en France. Pour le PTZ neuf, il sera poursuivi pendant deux ans sur les zones B2 et C. Pour le PTZ ancien et le Pinel, ils seront reconduits aussi pour deux ans. Cela permet aux entreprises de stabiliser les choses et d'avoir une visibilité. [...] Notre objectif est aussi de libérer le foncier d'ici à 2020, l'abattement pour les cessions de terrain, dans les zones tendues, ira de 100 à 70 %.



**Jacques Mézard, ministre de la Cohésion des territoires, fait part de ses orientations**

[...] Nous allons également effectuer une pause normative au niveau de l'État. Il faut modifier le livre I du Code de la construction pour aller de l'obligation de moyens à l'obligation de résultat en matière normative. [...] Les recours abusifs seront beaucoup plus sanctionnés à l'avenir. [...]

Pour ce qui a trait au CITE et à l'exclusion des fenêtres et des chaudières basse consommation, j'ai entendu vos messages et nous allons engager une réflexion, avec le ministre de l'Écologie, sur le maintien ou l'évolution à apporter.

## Le bâtiment, au cœur du XXI<sup>e</sup> siècle !

**Nicolas Beytout,**  
Président de L'Opinion

« J'ai pu mesurer, en 25 ans, tout ce qui a changé dans le secteur : les produits, les matériaux, la qualité, les techniques de construction, les métiers... Aujourd'hui, on peut construire plus vite, mieux coordonner les corps de métiers, mieux gérer les budgets, on a aussi beaucoup plus de choix qu'auparavant.

Dans les années qui viennent, ce mouvement n'a aucune raison de s'arrêter. Et ce que vous faites, dessiner le cadre de vie des gens, ne cessera d'évoluer et, bien entendu, cela évoluera de plus en plus vite pour votre métier. [...]

Vous travaillez déjà en réseau avec votre écosystème (fournisseurs, clients, architectes, maîtres d'ouvrage...), mais ce n'est rien par rapport à ce qui va se produire. La transformation numérique (connectivité, domotique, BIM...) est encore à venir dans le secteur.

À tout cela va s'ajouter la transformation des usages. Aujourd'hui, on conçoit un logement à peu près de la même manière qu'il y a 25 ans : un séjour, une cuisine, une salle de bains, des chambres à coucher, etc.

Mais on perçoit déjà des changements dans l'univers du bureau, les espaces sont différents, la manière d'y vivre est différente, les usages sont différents. Et ce qui est vrai pour le bureau aujourd'hui le sera bientôt pour le logement.

Il est donc absolument essentiel, dans la projection de l'avenir des métiers du bâtiment, de prendre en compte les usages, car ils vont changer.

Si l'on regarde l'industrie automobile, aujourd'hui lorsqu'on achète une voiture, on acquiert un objet et on commence à acheter un usage. Bientôt, on achètera un usage plus qu'une automobile et après on n'achètera plus d'automobile (elle appartiendra à l'un ou à l'autre), mais seulement un usage ! Ce sera la même chose dans le bâtiment, pas aussi vite certes, mais il suffit de regarder ce qui se passe dans le monde de la banque, de l'assurance ou des médias.

La manière de vivre et le cadre de vie vont changer. Construire, agrandir, rénover, reformater (changer de destination) tel ou tel endroit se fera avec plus de technologie, plus d'innovation, plus de savoir-faire aussi, d'où l'importance de la formation.

Rendez-vous en 2020, pour faire le point ! »



**Julien Denormandie,**  
secrétaire d'État à  
la Cohésion des territoires

« Le bâtiment du futur représente des enjeux importants :

- enjeu en termes d'emplois;
- enjeu écologique;
- enjeu numérique (construction, domotique, connectique);
- enjeu lié à la transition sociale (la composition des ménages change, la population vieillit...);
- enjeu en matière de recherche et développement.

Les choses évoluent vite, cela veut donc dire savoir s'adapter. Les délais d'aujourd'hui devront probablement être divisés par deux ou par trois pour répondre à l'attente de nos concitoyens. »



## Le bâtiment, c'est aussi valeurs, fierté et engagement syndical !

« La FFB ne peut pas perdre son temps à quémander des subsides publics pour son propre fonctionnement. Elle dépend de nos seules cotisations. Aussi invraisemblable que cela puisse paraître, nous sommes bien la seule organisation professionnelle dans ce cas !

Quelles que soient les réformes territoriales à venir, les regroupements administratifs plus ou moins judicieux décidés par les politiques, la FFB demeurera, aux côtés des entreprises, un acteur de proximité. Dans tous les territoires, en métropole comme en outre-mer, les artisans et les entrepreneurs doivent trouver un interlocuteur compétent et bienveillant vers qui se tourner... pour exprimer leurs doutes, leurs interrogations, parfois leurs exaspérations et surtout

trouver des solutions.

Dans une société de plus en plus individualiste, où le chacun-pour-soi est devenu la règle, cette solidarité professionnelle, cet esprit de corps sont des atouts inestimables. Nous le mesurons chaque jour, car en dépit de parcours différents, nous avons le même horizon : c'est celui du chantier !

Nous devons être fiers de nos valeurs et des principes sur lesquels nous refusons de transiger !

Aujourd'hui plus forts, plus unis que jamais, notre passion de construire est éternelle ! En avant le bâtiment ! »

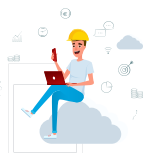
**Jacques Chanut, Président de la FFB**



**77%**  
DES FRANÇAIS  
perçoivent le bâtiment  
comme un **SECTEUR  
INNOVANT.**

**86%**  
DES FRANÇAIS  
perçoivent le  
bâtiment comme  
un **SECTEUR  
D'AVENIR.**

**72%**  
DES FRANÇAIS  
pensent que les métiers du  
bâtiment seront concernés par  
**LA TRANSITION NUMÉRIQUE.**



*Pour revivre les 24 heures  
du Bâtiment, consultez le site FFB.*

# Construire, une passion éternelle!



## Merci à tous nos partenaires

**SGAMBTP**  
ASSURANCES

**CAM BTP**  
L'AUXILIAIRE  
L'AUXILIAIRE VIE  
**SMABTP**  
**SMAVIE**

  
**BTP BANQUE**  
GROUPE CREDIT COOPERATIF

**PRO BTP**  
GROUPE

**CGI**  
**BATIMENT**

**OPPBTP**  
La prévention BTP

  
**REGARDBTP**  
sécuriser l'épargne salariale  
des constructeurs

 **apave**

**ADEME**  
  
Agence de l'Environnement  
et de la Maîtrise de l'Energie

 **EULER HERMES**  
Our knowledge serving your success

 **edf**

  
**SAINT-GOBAIN**

  
**POINT.P**  
**CEDEO**  
Sanitaire - Chauffage - Plomberie

 **KALOUTOU**

 **CARGLASS**

  
**CCCA-BTP**  
Le réseau de l'apprentissage BTP

 **CONSTRUCTYS**  
OPCA de la Construction

 **COSTIC**  
Comité Scientifique et Technique  
des Industries Climatiques

**ENEDIS**  
L'ELECTRICITE EN RESEAU

 **LAFARGE**

 **LOXAM**  
Exigez plus de la location

 **ocean**  
CONNECTER POUR MIEUX GÉRER

 **ORCAB**  
LES COOPÉRATIVES D'ACHAT DES ARTISANS DU BÂTIMENT

 **sage**

 **siniat**

 **SNCF**

 **VICAT**

AFPA - ALDES - AQC - BRZ France - CSTB - EBP - E-BTP - FEHR - HEMERA - KPMG - LEBORGNE - L'OPINION - MANPOWER - ONAYA - QUALIBAT - QUALIFELEC - RATHSCHECK SCHIEFER - RECTOR - SEBTP - SEIMAT - VPS - XBAT BY CGSI